

COSTA RICA

La croissance, faible l'année dernière, devrait s'accélérer en 2016-17. On prévoit qu'elle soit surtout tirée par la demande interne, mais les exportations se redresseront elles aussi à la faveur de la reprise des marchés mondiaux. Le taux de chômage restera probablement supérieur à 9 %. L'inflation, temporairement négative à la fin de 2015, se rapprochera lentement de l'objectif de la Banque centrale à mesure que l'activité se renforcera.

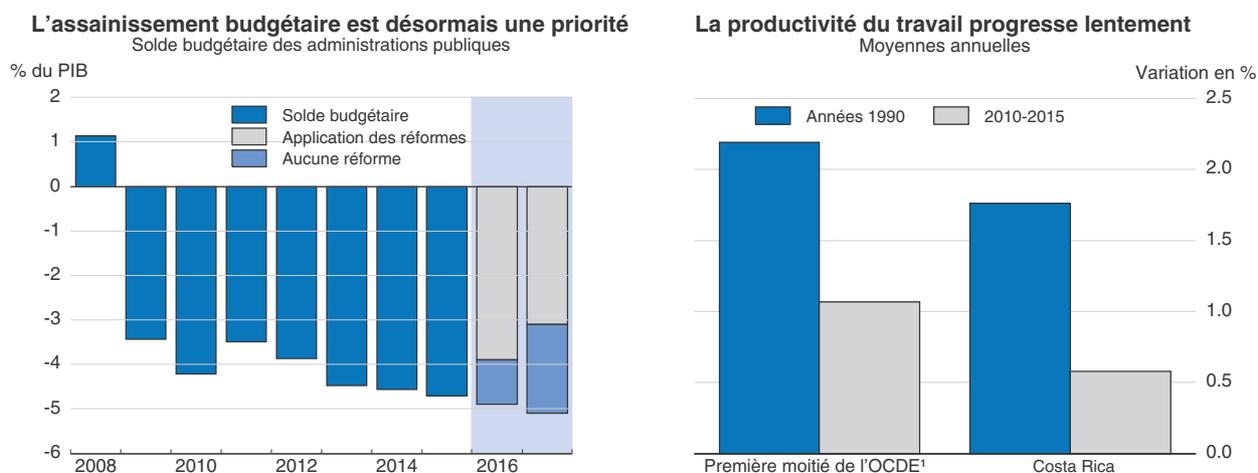
La dette publique, poursuivant sa hausse, a atteint 42,4 % du PIB en 2015. Les agences de notation de crédit ont adopté une perspective négative et les investisseurs en obligations demandent des primes de risque plus élevées ; il devient donc urgent de prendre des mesures pour rétablir la viabilité budgétaire. Si les réformes proposées par le gouvernement sont approuvées et appliquées, elles suffiront tout juste à maintenir le ratio de la dette au PIB à son niveau actuel. D'autres initiatives seront nécessaires, comme une nouvelle réforme fiscale et des changements en matière d'emploi public, pour inscrire durablement la dette sur une trajectoire soutenable.

La croissance de la productivité du travail est décevante et souligne l'importance d'une action permettant de promouvoir l'innovation et la concurrence et d'améliorer les infrastructures de transport. Ces réformes doivent être accompagnées par d'autres pour faire du Costa Rica une société plus solidaire en élevant la qualité de l'éducation et en réduisant les inégalités entre hommes et femmes.

L'activité est en progression

Le PIB réel a augmenté de 2,9 % en 2015. La demande interne a bénéficié de l'amélioration des termes de l'échange, de la baisse des prix des importations de produits de base, et de la hausse de l'investissement, qui ont compensé le départ d'une grande

Costa Rica



1. Le graphique se réfère aux 17 pays constituant la moitié supérieure des pays de l'OCDE classés selon leur PIB par habitant ; le PIB est exprimé en PPA de 2011.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99 ; calculs de l'OCDE à partir de la base de données sur l'économie du Conference Board.

Costa Rica : **Demande, production et prix**

	2012	2013	2014	2015	2016	2017
	Prix courants trillions de CRC	Pourcentage de variation, en volume (prix de 1991)				
PIB aux prix du marché	22.8	3.3	3.5	2.9	4.0	4.1
Consommation privée	14.8	3.4	3.9	4.6	4.2	4.4
Consommation publique	4.0	2.8	3.5	3.2	1.9	2.6
Formation brute de capital fixe	4.7	12.5	4.7	8.2	2.3	5.2
Demande intérieure finale	23.5	5.1	4.0	5.2	3.4	4.3
Variation des stocks ¹	0.3	-2.7	-1.7	1.7	2.4	0.0
Demande intérieure totale	23.8	2.5	2.4	7.2	6.5	4.1
Exportations de biens et services	8.5	3.7	-1.6	-8.4	2.0	5.2
Importations de biens et services	9.5	2.2	-3.8	-0.6	7.2	5.0
Exportations nettes ¹	-1.0	0.9	1.1	-4.1	-2.5	-0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.5	4.8	2.5	3.4	4.3
Indice des prix à la consommation	—	5.2	4.5	0.8	0.6	2.1
Déflateur de la consommation privée	—	4.8	3.9	0.6	0.2	2.2
Taux de chômage	—	9.4	9.6	9.6	9.5	9.3
Balance des opérations courantes ²	—	-5.5	-5.2	-4.2	-4.4	-4.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. En pourcentage du PIB.

Source : Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 99.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888933374224>

société d'électronique et l'effet des épisodes météorologiques défavorables liés au phénomène El Niño. La consommation des ménages s'est redressée sensiblement, à la faveur de termes de l'échange plus favorables, de la faiblesse des taux d'intérêt et de la stabilité des prix. Du fait du recul des cours du pétrole et de la stabilité du taux de change, les prix à la consommation ont reculé au second semestre de 2015.

Des réformes sont nécessaires pour remédier aux problèmes budgétaires et d'améliorer la productivité

Les déficits budgétaires croissants ont conduit à une hausse de la dette publique, qui a presque doublé de 2008 à 2015 pour atteindre 42.4 % du PIB. Les autorités ont proposé un plan d'ajustement budgétaire progressif applicable à partir de cette année, qui est actuellement débattu au parlement. Si les mesures correspondantes sont votées et appliquées, la conjonction de la réforme fiscale et de la maîtrise plus stricte des dépenses réduirait le déficit d'environ 2 % de PIB en 2016-17. Toutefois, de nouveaux efforts de resserrement budgétaire à hauteur de 1 % de PIB seront requis pour infléchir fermement à la baisse la trajectoire de la dette. Il s'agirait notamment d'adopter les récentes propositions législatives de réforme de l'emploi public, afin d'éviter des hausses automatiques et excessives des charges courantes, et de conduire une nouvelle réforme fiscale pour accroître les recettes et atténuer les profondes inégalités que connaît le Costa Rica.

Des réformes structurelles s'imposent pour stimuler la productivité et rendre la société plus inclusive. L'amélioration de la productivité appelle une stratégie globale visant

à renforcer les institutions, intensifier la concurrence, promouvoir l'innovation et l'accès aux financements, et améliorer les infrastructures de transport. Des progrès en matière de qualité de l'éducation et de perspectives professionnelles pour les femmes atténueraient les inégalités en développant les possibilités d'emploi et en répartissant mieux les bénéfices de la prospérité.

L'accélération de la croissance sera tirée par la demande interne, mais des risques entourent les prévisions

L'accélération de la croissance devrait se poursuivre, tirée par la demande interne et l'amélioration des performances à l'exportation, mais elle n'atteindra pas un rythme suffisant pour faire baisser le chômage, actuellement élevé. Les facteurs de soutien de l'activité sont la poursuite de la reprise aux États-Unis, la stimulation monétaire interne et l'expansion régulière du crédit en termes réels. L'inflation, qui restera faible en 2016, se rapprochera par degrés de la fourchette de 2 à 4 % retenue comme objectif par la Banque centrale, parallèlement au rétablissement de l'économie.

Le Costa Rica est une petite économie ouverte dont l'évolution est fortement influencée par la conjoncture internationale. Les variations des prix de l'énergie ont un effet significatif sur la croissance et les revenus du pays, qui est un importateur net d'énergie. Des épisodes de volatilité sur les marchés mondiaux des capitaux, un ralentissement plus marqué que prévu des économies avancées et émergentes ainsi qu'une dépréciation du taux de change pourraient menacer la stabilité du système bancaire, compte tenu de la forte dollarisation du crédit. Sur le plan interne, la persistance de lourds déficits budgétaires et la montée de la dette publique rendent l'économie vulnérable à des changements soudains sur les marchés financiers. En outre, les importants besoins de financement bruts de l'État pourraient faire augmenter les taux d'intérêt internes, au détriment de l'investissement et de la consommations privés, et limiter la transmission de la stimulation monétaire au coût des prêts.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 1

Accéder à cette publication :
https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-1-en

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2016), « Costa Rica », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2016 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: https://doi.org/10.1787/eco_outlook-v2016-1-12-fr

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.